

arcelormittal à gandrang

« Un projet qui porte ses fruits en dix-huit mois »

Cent vingt à cent cinquante personnes, dont quelques élus de la Vallée de l'Orne, ont pris connaissance hier soir du contre-projet CFE-CGC-CFDT alternatif à la fermeture de Gandrange. Entre exercice d'auto-conviction collective et réel espoir.

Un écran géant, un peu plus de 120 personnes dans la salle, des élus au premier rang, une majorité de salariés dans les travées : pendant deux heures, hier, la salle des fêtes de Gandrange s'est plongée dans le devenir de son aciérie-symbole, menacée d'être sacrifiée par Arcelor-Mittal. Plus qu'une hypothèse, la CFDT-CFE-CGC joue sa crédibilité sur un contre-projet dont la philosophie est connue depuis jeudi dernier (lire RL du 14 mars). Un gros effort sur la qualification du personnel pour combler l'absence de gestion en la matière ces dernières années ; un repositionnement stratégique où les productions à haute valeur ajoutée « dégagent nos marges » quand des produits moins évolués assurent « la compensation des charges ». A la tribune, Pierre Sutter (CFE-CGC) promet, joue les pédagogues et accuse aussi : « Mittal a choisi de mettre 50 à 70 M€ pour arrêter l'usine quand on démontre qu'il suffit d'en remettre 50 pour la maintenir. Cherchez l'erreur ! ». Les oreilles de Gerhard Rentz, le patron des aciers longs du groupe en Europe, ont dû siffler quand Edouard Martin (CFDT) « accuse » à son tour : « La di-



Photos Harry GOLINI

120 à 150 personnes ont pris connaissance du contre-projet CFE-CGC-CFDT alternatif à la fermeture de Gandrange.

rection Europe a tout fait pour démontrer que Gandrange n'é-

tait pas viable alors que c'est faux. On ne nous a pas menti, ça fait des années que c'est le cas, on nous a condamnés ».

Queue de poisson

Le débat en pente douce, très technique, est juste traversé par les doutes des uns ou des autres. Un salarié, au milieu de l'assemblée : « Quand ce projet va-t-il dégager du bénéfice ? C'est le seul langage que parle Mittal, non ? ». Ana Martinez, dépêchée par le cabinet Syndex, répond : « Equilibre en 2009, gains des 2010 ». L'autre débat sous-jacent dans le public est plus originel : pourquoi privilé-

gier une solution interne à un repreneur ? Edouard Martin : « Un jour, il faudra demander leur avis aux salariés mais ce que je crois c'est que ce ou ces repreneurs tiennent de l'Arlésienne. Il y a les rumeurs de Bercy ou de l'Elysée, très bien, très bien ! Moi, ce que je veux c'est quelqu'un qui vient ici, analyse, évalue », plaide-t-il vigoureusement. Michel Liebgott comprend que la porte reste ouverte : « Même avec l'hypothèse d'un laminoir à Duisbourg, il semblerait que les deux soient viables. L'essentiel est bien de préserver l'activité économique, l'emploi pour la collectivité ».

Alain Grenaut, l'ancien directeur du site de Gandrange, venu si incognito... qu'il finit par se saisir du micro, est la seule voix discordante : « Pour moi, faire de la haute qualité et du bas de gamme, ce n'est pas possible. J'ai la connaissance du site d'Huta Warzawa (Pologne) et cette stratégie a été un échec ». Le final en queue de poisson de cette séance d'information prouve que, dans les têtes, la date du 4 avril (le CE donnera son verdict sur cet unique contre-projet) devient vraiment obsédante. A juste titre.

Alain MORVAN.



Les syndicats pensent que l'usine peut être sauvée.